



1^{er} MAI FÊTE DU TRAVAIL

Une vie digne pour
nos aîné-e-s en EMS
et autres Congrèsseries

3

Création de
la section Femmes*
du PSVR

11

Les enjeux politiques de notre société actuelle pourraient laisser croire qu'il faut allier les forces pour gagner des sièges. Dans plusieurs cantons, ces derniers mois, le camp bourgeois s'est ainsi fiancé le temps d'une élection, proposant à la population de choisir entre «son» camp, ou le camp «opposé».

Le résultat leur a donné raison, puisqu'à Fribourg et récemment en pays de Vaud, le PS a perdu un siège au Conseil d'État. La droite unie dernière une seule étiquette a soit conservé sa majorité soit renversé la majorité en sa faveur.

Mais alors, pourquoi les alliances ne fonctionnent-elles pas pour la Gauche? Pourquoi le PS, allié aux Verts, perd des sièges?

La force du camp bourgeois est peut-être d'avoir toujours su présenter une identité claire pour chaque parti. Nous-mêmes identifions facilement les différents partis de droite, Le Centre, le PLR et l'UDC comme étant des partis singuliers, portant un projet de société propre à chaque étiquette.

Suite en page 2



Suite de l'édito

Il n'en va apparemment pas de même pour la Gauche, du moins pour le PS et les Verts. Au pire, les deux partis semblent être interchangeables, blanc bonnet ou bonnet blanc. L'alliance des deux partis sur un ticket électoral débouche sur un partage des sièges, ni plus ni moins.

Le PS doit absolument se démarquer en tant que parti de l'emploi, parti des travailleuses et des travailleurs, force de consolidation et au minimum de défense des acquis sociaux. Les sujets de société, mariage pour tou-te-s, langage inclusif, etc... ne doivent pas faire oublier que les rentiers ne perçoivent pas de 13^e salaire, qu'une bonne partie de la population ne cotise pas ou trop peu à la LPP, et que pour réduire le

taux de CO2, il ne suffit pas d'augmenter le prix de l'essence. Tout le monde veut sauver la planète, mais tout le monde n'a pas les moyens, financiers ou pratiques, de se rendre au travail à vélo ou d'acheter une voiture électrique.

L'alliance de gauche ne fonctionnera que si le PS reste ou redevient un parti puissant et indispensable au bien commun. Le PS comme un signe de ralliement pour toutes celles et tous ceux qui comptent leurs sous à partir du 20 de chaque mois. Aujourd'hui, plus que jamais !

Le Peuple.VS vous souhaite une belle fête du Travail !

Barbara Lanthemann,
rédactrice en cheffe

Malheureusement le choléra

Dans deux jours, nos voisins français décideront qui présidera à leurs destinées pour les cinq ans à venir. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'on ne voudrait pas être à la place des camarades de l'Hexagone.

Qu'ils aient soutenu Mélenchon ou l'un des candidats inutiles de gauche (référence évidemment au « vote utile », on ne se permettrait jamais de taxer Nathalie Artaud et ses 0,6 % d'inutile sinon...), les voilà devant l'épineux choix de la peste ou du choléra. Le vote qui tue ou le vote qui tue, comme le disait un slogan lors de la manifestation contre l'extrême droite samedi dernier. Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. L'extrême droite ou l'ultra-libéralisme, vous parlez d'un choix.

Certains pensent s'en sortir la tête haute avec un « ni, ni », ni Le Pen, ni Macron. Sauf qu'une chose est sûre, l'un des deux sera élu dimanche. Et si on peut rêver à une gauche moins bête et donc unie dans cinq ans, si on peut espérer que le succès de Mélenchon augure un basculement à gauche lors des élections à venir, notamment les législatives, là, maintenant, dimanche, il va bien falloir faire un choix.

Camarades et amis français, en Suisse, on adore observer et commenter votre politique, tellement plus animée que la nôtre. Et on se gar-

dera bien de vous donner des conseils, confortablement installés dans notre démocratie directe au système imparfait mais qui, au fond, ne fonctionne pas si mal. Mais l'auteur de ces lignes croise quand même très fort les doigts pour que – malheureusement – le choléra l'emporte. La peste a encore un très haut taux de létalité. Surtout quand elle est brune.

2251

**En 2014, les
bombardements israéliens
avaient fait au moins
2251 morts côté palestinien,
pour la plupart des civils.**

Une vie digne pour nos aîné·e·s en EMS et autres Congrès

Samedi 9 avril 2022, nous avons tenu notre Congrès à Saint-Maurice, à l'occasion des 60 ans de la section locale du Parti socialiste. Bravo pour ces six décennies d'engagement, camarades, et merci à toutes celles et ceux qui y ont pris part !



Matinée des élu·e·s

La journée a débuté par la matinée des élu·e·s du PSVR. Une trentaine d'élú·e·s à la Constituante, au Grand Conseil, dans les Conseils généraux et les Conseils communaux se sont retrouvés à Saint-Maurice, autour du thème de la politique des aîné·e·s. Après une présentation par Julien Dubuis, président de l'Association proches aidants Valais, et une présentation de notre papier de position par Grégoire Rieder, notre secrétaire politique, les élu·e·s présent·e·s ont travaillé dans plusieurs ateliers thématiques : soins palliatifs, appartements protégés, proches aidant·e·s, animation en EMS et conditions de travail du personnel, pour élaborer ensemble diverses propositions concrètes sur ces sujets.

En fin de matinée, l'ensemble des propositions travaillées ont été mises en commun, et nos élu·e·s pourront les porter dans leurs mandats respectifs pour mener une vraie offensive en matière de politique des aîné·e·s !

Papier de position et résolution

Le point central du Congrès a été la discussion de notre papier de position, « Une vie digne pour nos aîné·e·s en EMS », dont le travail préparatoire a été



réalisé par un groupe de travail ad hoc mandaté par le PSVR, mis en forme ensuite par le Comité directeur et amendé par nos membres.

Le contenu du papier sera présenté en détail dans un prochain numéro du Peuple.VS. Mais notre vision est claire : les personnes qui doivent résider en établissement médico-social durant la fin de leur vie doivent pouvoir le faire dans de bonnes conditions, sans que leur situation financière propre n'impacte cette possibilité, et dans un cadre qui soit un réel lieu de vie agréable pour toutes et tous, où le personnel puisse disposer de conditions de travail correctes et soit respecté.

Nous avons également adopté une résolution, émanant des JSVR, sur l'antiracisme en Valais. Les deux documents sont disponibles sur notre site internet.

Ces papiers de position et résolutions sont essentiels à notre travail en tant que parti. Ils permettent aux membres de définir ensemble nos

Le prochain Congrès du PSVR aura lieu le 1^{er} octobre à Chippis, à l'occasion des 75 ans de la section locale.

Le mot du Président





positions et lignes politiques, et de guider ainsi notre travail dans les instances politiques du canton et à l'échelon national en l'alignant sur la volonté de l'ensemble du PSVR. Je me réjouis personnellement des 19 amendements déposés, qui montrent que le sujet intéresse et que nos membres souhaitent exprimer leurs positions. Un tel travail doit être renforcé et favorisé à l'interne – et nous le faisons !

Recommandations de vote pour le 15 mai et soutiens aux projets cantonaux

Nous avons profité du Congrès pour arrêter nos recommandations de vote pour les prochaines votations fédérales du 15 mai. Le PSVR dit NON

à Frontex, OUI à la Loi sur la transplantation et OUI à la Loi sur le cinéma. Les argumentaires sont disponibles en ligne, sur le site internet du PS et sur les sites de campagne respectifs.

Le soutien formel à l'initiative cantonale vélo a également été adopté lors du Congrès, qui fut aussi l'occasion de réaffirmer notre soutien de principe à une initiative cantonale pour un salaire minimum. Nous travaillons actuellement à l'élaboration de ce texte avec nos partenaires de gauche dans tout le canton, et espérons pouvoir le lancer prochainement ! Car le pouvoir d'achat de la population valaisanne est une priorité absolue pour le PSVR.

Élection au Comité directeur

Finally, ce Congrès aura aussi été celui de la nomination de la succession de Julien Délèze au Comité directeur. Après de nombreuses années passées au sein du CD, Julien a été remplacé par Patrick Évéquoz, en tant que représentant de la fédération de Sion Hérens Conthey au Comité directeur. Merci pour ton immense travail Julien et bienvenue à toi Patrick !

Le prochain Congrès du PSVR aura lieu le 1^{er} octobre à Chippis, à l'occasion des 75 ans de la section locale. Je me réjouis de vous y retrouver nombreux et nombreuses pour continuer de travailler ensemble à un canton plus solidaire, plus égalitaire, plus écologique, dans l'intérêt de la population valaisanne !

Clément Borgeaud,
président PSVr



Droit de vote à 16 ans

Le droit de vote pour tous et toutes est un combat historique pour notre famille politique. Cela fut déjà le cas pour le passage du suffrage censitaire au suffrage « universel » ainsi que pour le droit de vote des femmes. Nous nous sommes battu-e-s pour acquérir une meilleure représentativité démocratique, des combats dont nous pouvons être très fiers et fières d'être les héritiers et héritières.

Ce sont des combats d'actualité, comme nous l'observons avec notre Constituante qui a accepté le droit de vote pour les personnes étrangères au niveau communal. Ces progrès sont essentiels pour une démocratie représentative. Ils sont malheureusement insuffisants, car cette instance a, dans un même temps, refusé d'inscrire dans son texte le droit de vote à 16 ans.

Il faut, avec tous les outils démocratiques en notre possession, faire baisser l'abstentionnisme, surtout chez les jeunes.

En Suisse, nous avons la chance d'avoir un pouvoir réparti sur plusieurs niveaux étatiques (communal, cantonal, fédéral). Lorsqu'un progrès est entravé par une majorité trop conservatrice, il peut être sauvé à un autre échelon.

Le 16 mars, le Conseil National a adopté l'initiative de l'élue Baloise Sibel Arslan (Verts/BS) sur le droit de vote à 16 ans. Le peuple va ainsi pouvoir trancher.

Pourquoi soutenir cette initiative ?

C'est un élargissement de notre démocratie. De nombreux jeunes sont déjà très actifs et actives, les apprenti-e-s, les membres d'associations, etc... ont une place de choix dans notre société. Les problèmes votés et débattus aujourd'hui auront un impact majeur sur leur avenir, les réformes des retraites, par exemple, ou encore les enjeux climatiques.

Donner le droit de vote c'est bien, mais il est utopique de penser que cela puisse suffire à donner naissance à une génération intéressée et investie qui développe un esprit critique sur les questions de société. Il faut accentuer la formation civique, à l'instar du lycée Collège de Saint-Maurice qui, le 4 avril 2022, a organisé une présentation des jeunesses politiques valaisannes par leurs membres. Ce type de projet, additionné à des cours de civisme, à des actions militantes dans la rue, va pousser les jeunes à s'engager de près ou de loin.

La majorité des 16-18 ans est scolarisée. L'école permet une formation qui peut être précise et juste, en alliant directement la pratique à la théorie. Si les deux ne sont pas habilement liées, les résultats escomptés ne seront probablement pas atteints. Si on vous explique comment changer une roue et que, la fois où vous devez changer votre roue, votre formation date de deux ans, cela va être très compliqué. Il est bon de rappeler que ce projet donnerait uniquement le droit de vote, et non pas l'ensemble des droits civiques. Cela prépare le terrain et permet une vraie formation politique.



Il faut, avec tous les outils démocratiques en notre possession, faire baisser l'abstentionnisme, surtout chez les jeunes. Cette initiative est un pas décisif dans ce combat, la preuve que la classe politique ne se moque pas de la jeunesse et qu'elle lui fait confiance. La génération de demain a une multitude de défis à relever. Elle se doit de commencer cette lutte aujourd'hui.

En avant la jeunesse !

Emile Bruttin (membre des JSVR)



Votations fédérales du 15 mai 2022

OUI à la modification du 1^{er} octobre 2021 de la loi fédérale sur la culture et la production cinématographiques (Loi sur le cinéma)

Les géants internationaux du streaming comme Netflix, Amazon ou Disney gagnent beaucoup d'argent en Suisse. Aujourd'hui, tous ces revenus partent à l'étranger. La nouvelle Loi sur le cinéma

devrait permettre d'en investir au moins une petite partie en Suisse.

Aujourd'hui déjà, les fournisseurs suisses doivent investir 4 % de leur chiffre d'affaires

brut dans des productions cinématographiques locales. La nouvelle loi veut que cela s'applique également aux géants étrangers du streaming comme Netflix et aux chaînes de télévision étrangères qui ont des fenêtres publicitaires suisses.

La nouvelle loi sur le cinéma permet la production d'autres films et séries suisses à succès. Les sociétés de production suisses peuvent s'appuyer sur des succès comme « Ma vie de courgette », « Quartier des banques » ou « Home ».

En adoptant une telle réglementation, qui met enfin les grands groupes de streaming face à leurs responsabilités, la Suisse suit une tendance internationale : près de la moitié des pays européens ont déjà introduit des lois similaires.

OUI à la modification du 1^{er} octobre 2021 de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (Loi sur la transplantation)

Chaque mois, près de six personnes meurent en Suisse car elles n'ont pas trouvé de donneur ou de donneuse d'organe.

La nouvelle version de la loi introduit une conception élargie du consentement au don. Cela signifie que toute personne décédée devient potentiellement donneuse d'organes, à moins qu'elle ne s'y soit opposée au préalable. Les proches peuvent également s'opposer au don d'organes au nom de la personne décédée. Dans tous les cas, la procédure n'est pas automatique : un entretien avec les proches est toujours prévu.

Aujourd'hui, les proches de la personne décédée doivent décider du don d'organes à sa place, si la volonté de cette personne n'est pas connue, ce qui est très souvent le cas. En plein deuil, encore sous le choc de leur perte, les proches décident dans deux tiers des cas de ne pas prélever d'organes, même si la personne décédée y était initialement favorable. La nouvelle procédure favorise donc l'autodétermination de la personne décédée.

NON à l'arrêté fédéral du 1^{er} octobre 2021 portant sur la reprise du règlement de l'UE relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (Participation de la Suisse à l'élargissement de Frontex)

Le projet d'extension de Frontex veut que la Suisse participe davantage à la surveillance des frontières et des côtes européennes. En tant qu'Etat-membre de Schengen, nous y sommes obligés.

Le PS s'est engagé au Parlement pour que le droit d'asile soit renforcé par le projet d'extension de Frontex. Nous avons fait des propositions concrètes sur la manière dont la Suisse peut protéger les personnes vulnérables avec des offres de réinstallation et des visas humanitaires. Mais la majorité de droite n'a rien voulu savoir. Le projet Frontex présenté aujourd'hui est déséquilibré et ne fait que renforcer le repli sur soi.

Avec un refus de la proposition actuelle, un nouveau projet sera donc nécessaire au Parlement. Cela ouvre la voie à une loi plus solidaire qui garantit que la Suisse, en collaboration avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, offre une protection à un nombre plus important de personnes réfugié-e-s en Suisse.



1^{er} mai 2022

avec en concert



paix

solidarité

liberté

LE 1^{ER} MAI, FÊTE DU TRAVAIL ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE au couvert des Iles à Sion

- 11 h 30** | **apéritif offert par l'USVs**
- 11 h 45** | accueil par la présidente de l'USVS, Francine Zufferey
- 12 h 00** | discours de Mathias Reynard, Conseiller d'Etat
- 12 h 15** | discours de Emmanuel Amoos, Conseiller national
- 12 h 30** | **repas préparé par l'association RAJO**
- 13 h 45** | discours de Hanny Weissmüller, Présidente Personnel des locomotives SEV-LPV
- 14 h 00** | discours de Blaise Carron, Secrétaire régional UNIA Valais
- 14 h 30** | **concert de The Soul'd Out**



Francine
Zufferey



Mathias
Reynard



Emmanuel
Amoos



Hanny
Weissmüller



Blaise
Carron





PS Fully: renouveau au village de la Petite Arvine

En février dernier, la section de Fully a convoqué ses membres pour sa traditionnelle Assemblée Générale (AG). Mais cette fois-ci, l'Ordre du Jour comportait un point supplémentaire : « discussions sur l'avenir de la section » ...

Commençons par planter le décor et rappeler quelques faits importants. En 1998, le PS Fully est créé par une assemblée qui désire voir germer les idées socialistes dans la commune. Autour de la table figurent déjà certains noms qui vont donner plusieurs années de leur vie politique pour faire vivre cette section.



© André Théodoloz

Mais à Fully, rien n'est simple. En effet, les électrices et électeurs de gauche n'y sont pas absent-e-s, mais l'alliance communale, le Mouvement des Indépendants, des Socialistes et des Écologistes (MISE), s'impose comme le principal catalyseur des valeurs que nous défendons. Celui-ci nous donne la force de frappe nécessaire pour, petit à petit, grappiller des sièges au Conseil Général et Communal. Le PS Fully n'est donc pas directement impliqué dans les tâches ordinaires qui occupent la plupart des sections comme le sont notamment les élections communales. Elle agit, par le biais de ce regroupement, mais jamais sous l'étiquette PS.

Comment alors impliquer les membres d'une section qui ne se réunit finalement que pour voter les comptes une fois par année ou pour soutenir une candidature fuilléraine au canton? La question reste en suspens. Effectivement, la dynamique a connu des fluctuations assez diverses et le Covid a porté un sacré coup au peu qu'il en restait.

C'était sans compter sur une équipe infatigable et exceptionnelle. En effet, malgré toutes ces difficultés, le comité qui a donné son congé avait un réseau énorme et connaissait les forces et les faiblesses de la section. C'est notamment pour ces raisons que le PS Fully a enregistré 20% de membres en plus pendant les deux années

Covid! Cet état de fait combiné à une base relativement nombreuse et fiable ne pouvait pas conduire la section à la dissolution sans que personne ne réagisse.

Le jour de l'Assemblée Générale, un comité de trois personnes motivées à donner de leur temps et à s'engager s'est naturellement créé pour poursuivre l'excellent travail entamé par le passé. Un grand merci d'ailleurs à Christophe Thétaz, Brigitte Martinal-Bessero, Brigitte Seydoux, Stéphane Bessero et Laurent Ballif pour toutes les heures consacrées à notre section.

Dynamique et motivée, cette nouvelle équipe veut maintenir un courant socialiste à Fully qui, rappelons-le, dépasse les 9'000 habitant-e-s. Elle prévoit déjà des actions dans la rue et diverses occasions pour tisser des liens avec la population locale et les sections voisines.

Actuellement, le PS Fully garde un rôle central dans le MISE. Depuis peu, Stéphane Bessero et Adrien Pinho ont rejoint le comité de l'alliance pour que nos valeurs de justice sociale, d'égalité et de défense des plus vulnérables gardent une place importante dans le groupe.

Le PS Fully a enregistré 20% de membres en plus pendant les deux années Covid!

Côté agenda, gardez déjà en tête que 2023 rime avec Fully et Petite Arvine! L'année prochaine nous fêterons nos 25 ans et nous comptons bien le faire dignement afin que les futur-e-s candidat-e-s des Fédérales puissent se rendre dans notre beau village. Et comme pour sceller une campagne qui sera d'ores et déjà magnifique, nous nous retrouverons à Fully le 2 décembre 2023 pour le Congrès du PSVR.

Enfin, le nouveau Comité de la section de Fully se réjouit de vous rencontrer et de défendre haut et fort les couleurs du socialisme à l'échelon local!

Le nouveau comité :

Tibor Faiss, Aurore Granges et Adrien Pinho

Allons-nous vraiment laisser brûler la maison ?

C'est une vraie question que je me pose aujourd'hui. La politique peut-elle vraiment, par son indubitable inaction, se targuer de prendre en considération l'urgence climatique dans laquelle nous sommes ? Je n'y crois pas vraiment.

Et pour exemple, en juin 2021 il était proposé devant le grand conseil valaisan l'interdiction de l'installation de chauffage à mazout pour les nouvelles constructions dans le canton.

Le postulat a été balayé. C'est sûrement là que j'ai déchanté. Profondément incapable de comprendre comment et pourquoi un tel texte pouvait sérieusement ne pas passer à l'heure actuelle.



les conséquences climatiques sur nos cultures, nos paysages et notre agriculture locale crèvent les yeux. En réponse ? des aides financières toujours plus grandes, toujours plus

fréquentes afin de pallier les manques et les caprices du climat. On agit sur les conséquences mais jamais sur les causes. Pire encore, on l'entretient.

Un groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (oui oui, je parle bien du GIEC) a fourni un travail monumental pour arriver à un rapport dont nous avons toutes et tous au moins entendu parler. Pratiquement quatre mille pages, quatorze milles papiers scientifiques et deux centre trente-quatre autrices et auteurs pour arriver à trois conclusions claires et précises :

1. il est désormais incontestable que l'atmosphère, les océans et la terre se réchauffent
2. il est désormais incontestable que la totalité du réchauffement climatique est dû à l'activité humaine et
3. il est désormais incontestable que l'ampleur est sans précédent.

Pour les moins férus de lecture, ces mêmes experts ont su résumer leur étude en un feuillet de quarante-deux pages à l'intention des décideurs. Puisque tout le monde le sait aujourd'hui, évidemment que les initiatives personnelles sont importantes mais elles ne servent à rien sans la mise en œuvre de changements drastiques et immédiats à grande échelle.

Bien qu'alarmiste et quelque peu angoissant, je vous l'accorde, ce rapport est nécessaire. Mais surtout, il nous offre des pistes d'action. On peut encore agir mais il faut le faire vite et fort. Comment ? il existe toute une multitude de moyens (en réduisant les émissions de CO2 et de méthane, en renforçant la nature, en produisant de l'énergie propre et en atteignant la neutralité carbone, ...). Les solutions sont nombreuses et certaines sont mêmes très simples. Alors pourquoi n'y adhérons-nous toujours pas ? ou si peu.

Le manque de sentiment d'urgence est une explication certaine et pourtant, bien que nous ne souffrions pas encore de famine dans notre canton,

La deuxième raison qui me semble évidente concerne notre petit confort et nos habitudes. Evidemment, nous ne nous en sortiront pas sans accepter une certaine décroissance et remise en question de nos besoins fondamentaux. On ne peut pas vouloir toujours autant, voire plus, avec moins de ressources. Plus et moins ont toujours fait moins, c'est mathématique.



Alors non, tout n'est pas foutu et non, nous n'allons pas tous mourir. Enfin si, un jour, mais ça c'est une autre histoire. Non, il n'est pas encore trop tard mais chaque retard supplémentaire amenuise nos chances de s'en sortir. Oui, les changements nécessaires couteront en argent, en intelligence collective, en audace, en visionnaire et en changement de paradigme. Cela passe par soi-même mais également, et surtout par les futures décisions des grands groupes et des politiques. Ensemble et unis, loin des appartenances ou sensibilités partisans. Un avenir viable le vaut bien, non ?

Roxanne Giroud,
députée suppléante et vice-présidente
de Entremont Autrement





Un subtil équilibre, encore à trouver...

Les travaux se poursuivent et, après les débats publics à l'automne passé, c'est au tour des commissions de deuxième lecture de travailler à huis clos.

À nouveau quelques mois de travaux pour étudier sous un regard neuf les différents résultats des plénums de l'automne dernier. Tous les sujets sont à nouveau ouverts, certains points seront retravaillés, détails ou fondamentaux, le travail est libre.

Mais l'on entre également dans une phase clef : celle des réglages fins et des négociations serrées. Les différents groupes d'intérêts, d'influences ou simplement défenseurs d'un point ou l'autre, commencent à donner de la voix, à poser des ultimatum, voire à se montrer très actifs en arrière-plan.

Alors bien évidemment, il n'y a pas lieu d'accéder à toutes les demandes. Les positions de première lecture ne sont pas le fruit du hasard, elles ont été mûrement et longuement réfléchies. Mais il est important d'entendre ces inquiétudes ou remarques et, dans certains cas, une simple discussion permet de désamorcer quelques tensions ou incompréhensions.



La Constituante

La principale crainte semble être celle de perdre totalement, ou tout du moins de manière significative, sa voix dans la politique cantonale et dans sa

représentation au sein des différentes institutions. Conseil d'État, Conseil des États, Grand Conseil... autant de pouvoirs où la représentation de la partie germanophone du canton semble être un enjeu majeur de la future Constitution.

Il faut naturellement reconnaître la minorité linguistique et culturelle que représente la partie germanophone du canton.

À nouveau, tout réside dans l'équilibre ! À ce jour, seule la garantie d'un siège par région au Conseil d'État est fixée. Malgré cette petite garantie, les élus germanophones n'ont aucune peine à se faire élire au Conseil des États et à obtenir deux sièges sur cinq au gouvernement cantonal... De plus, au vu de leur mobilisation lors d'élections, il n'est pas rare que le Haut-Valais influence de manière décisive les résultats globaux des élections, ne se contentant pas de soutenir leurs représentants.

Au vu de l'évolution démographique, cette influence électorale pourrait aller decrescendo. Faisant ainsi craindre une voix de moins en moins entendue au niveau cantonal.

Alors oui, il faut trouver des solutions, certaines garanties peuvent être envisagées, mais attention à trouver le bon équilibre... à trop en vouloir, d'autres régions du canton, comme le Chablais, pourraient également se sentir lésées et oubliées. Rassurer une partie du canton en frustrant une autre ne saurait relever d'une solution crédible et propice à l'unité cantonale tant recherchée.

Il reste donc quelques mois pour trouver le juste équilibre. Si la partie francophone doit faire quelques pas pour rassurer les concitoyennes et concitoyens du Haut-Valais, ces derniers doivent aussi faire parler la raison avant le cœur, afin qu'un véritable consensus, satisfaisant toutes les parties, puisse être trouvé.

Le cas des relations entre le Haut-Valais et le Valais francophone n'échappe pas à cette règle. Cet équilibre à trouver devient même un des enjeux majeurs. Il faut naturellement reconnaître la minorité linguistique et culturelle que représente la partie germanophone du canton.

Cette particularité nécessite une attention particulière et nombre de moyens sont sur la table pour tenter de démontrer à la population germanophone qu'elle est importante pour l'ensemble du canton, pour son équilibre global, pour son identité.

Création de la section Femmes* du PSVR

Une baffa ! C'est ainsi que nous, les femmes socialistes valaisannes, avons ressenti les résultats des élections fédérales de 2019. Et pour cause, pas une seule femme, indépendamment du parti, n'a été élue au Conseil national alors qu'à l'échelon suisse, une percée féminine a été saluée au Parlement fédéral. Pire, les candidates valaisannes figuraient toutes derrière leurs colistiers masculins !

Passé le temps des larmes et de la déception, un groupe de femmes socialistes s'est constitué afin de soutenir les candidates aux élections communales et cantonales. La nécessité d'être formées à une prise de parole ou au débat contradictoire, le besoin de visibilité et la volonté de faire une politique qui nous corresponde à nous, les femmes, furent clairement exprimés. Les démarches et activités entreprises par nos soins portèrent leurs fruits lors des élections de 2020 et de 2021 : 12 élues sur 27 dans les conseils communaux et 16 députées (suppléantes incluses) sur 27 au Grand Conseil. Cela a d'ailleurs permis à ces dernières de siéger toutes ensemble lors de la journée internationale pour les droits des femmes, le 8 mars 2022.

Fortes de ces succès encourageants, et conscientes du fait qu'une élection et une carrière politique se préparent à l'avance, nous avons ressenti le besoin de structurer notre mouvement socialiste et solidaire et d'en faire une section à part entière, comme les JS Valais romand, le PS Migrant-e-s et le PS 60+. Un comité représentatif en termes d'âge et de régions du Valais romand fut constitué le 17 mars 2022 avec la participation de notre camarade Martine Docourt, co-présidente des Femmes* socialiste suisses.

Nous prévoyons d'organiser des formations et ateliers afin d'encourager la prise de parole et la présence féminine en politique. Pour ce faire, nous travaillerons de concert avec les Femmes* socialistes suisses.

Le 9 avril dernier, la nouvelle section des Femmes socialistes du Valais romand a été officiellement présentée lors du congrès du PSVR. Le comité se compose de Paola Riva Gapany, Jessica Perregaux-Dielf – toutes deux co-présidentes – Pauline Crettol, Melissa Cavallo et Donika Pereira. Chaque femme, ou toute personne s'identifiant en tant que femme, membre du PSVR, devient automatiquement membre du PS Femmes* du Valais Romand, sauf refus explicite de sa part.



Lors de la session du 8 mars dernier, toutes les femmes élues ont siégé au Grand Conseil.

Qu'allons-nous faire concrètement ? Continuer de répondre aux besoins des femmes socialistes en termes de visibilité et de soutien. Notre méthode est participative, ainsi chaque femme socialiste élue est encouragée à nous faire part de ses activités politiques, telles qu'intervention, prise de parole, ou autres. Nous nous ferons une joie de partager ces accomplissements sur les réseaux sociaux. De plus, sur demande, des groupes de travail, ouverts à tous les genres, peuvent être créés sur des sujets divers, afin que des actions puissent être menées sur le terrain politique. Nous prévoyons d'organiser des formations et ateliers afin d'encourager la prise de parole et la présence féminine en politique. Pour ce faire, nous travaillerons de concert avec les Femmes* socialistes suisses. C'est également le parcours professionnel des femmes valaisannes socialistes qui doit être soutenu afin qu'elles accèdent, elles aussi, aux postes à responsabilités du canton. La participation active des membres, les rencontres et le réseautage permettront de faire vivre la section avec succès !

N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse e-mail : femmes@psvr.ch. Nous nous réjouissons de vous lire.

Pour le comité de la section Femmes* du PSVR : Jessica Perregaux-Dielf, Paola Riva Gapany, Pauline Crettol, Melissa Cavallo et Donika Pereira.

Oui

A renvoyer à

Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2
1950 Sion

Je m'abonne
au Peuple.VS

Abonnement annuel : Fr. 95.-

Abonnement de soutien : Fr. 130.-

Abonnement membres JSVr : Fr. 50.-

ou directement sur le site:
www.lepeuplevs.ch

Nom / Prénom

Adresse

NP / Localité

Téléphone / Mobile

Courriel



26 avril 18 h 30 Comité directeur

17 mai 18 h 30 Comité directeur

14 juin 18 h 30 Comité directeur

14 juin 19 h 30 Conseil de parti



Parti socialiste
du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant-e-s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@lepeuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Le vengeur masqué



Pas de ciel sans foi(e). C'est là le verdit des évêques suisses face à la loi sur le don d'organes.

Selon les évêques, bien que le don d'organes soit un acte d'amour, il ne peut en découler aucune obligation morale. Celui qui ne veut pas transmettre ses organes, tissus ou cellules ne peut en aucun cas être condamné moralement.

On a beau tourner l'argument dans tous les sens, on n'y trouvera aucune logique. Qui parle ici d'une condamnation morale? Et surtout, cette église catholique qui condamne à tout va celles et ceux qui ne respectent pas sa doctrine est-elle aujourd'hui à ce point déconnectée des vivant-e-s pour s'opposer à une loi qui sauve des vies?

Faut-il alors plutôt y voir la crainte d'une résurrection ratée en cas de «manque» d'organe? L'accès au paradis serait-il fermé à celle ou celui qui ne se serait pas opposé, de son vivant, au prélèvement de son foi? Y aurait-il un lien que nous ignorons entre le foie et la foi? Diantre!

Mensuel
11^e année

Site internet: www.lepeuplevs.ch

Rédaction: Barbara Lanthemann
redaction@lepeuplevs.ch

Abonnement: annuel CHF 95.-
de soutien CHF 130.-
supplémentaire CHF 5.-
membres JSVr CHF 50.-
abonnement@lepeuplevs.ch

Tarifs de publicité: CHF 200.- (1/8 page)
CHF 400.- (1/4 page)
CHF 800.- (1/2 page)
CHF 1600.- (page complète)

Administration et publicité: Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@lepeuplevs.ch

Maquette: Stampo SA - Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année